

GESTION DU PARASITISME GREC DANS LA QUERELLE INTERNATIONALE

Prospettiva Marxista n. 65 Septembre 2015

Bien que ces dernières semaines la question grecque aie été reléguée au second plan dans les chroniques et les analyses économiques et politiques italiennes, mise à part la chute du gouvernement Tsipras, il ne fait aucun doute que cette question est encore pertinente dans la querelle européenne et, en partie, dans la querelle internationale.

Il y a eu beaucoup d'écrits au cours des mois passés sur ce sujet et ce qui en résulte est, à notre avis, une étape importante dans la dynamique de l'impérialisme. La question grecque contient en soi un des plus importants tests de la gestion de la crise du parasitisme qui affecte le monde occidental, mais elle constitue aussi un test des dynamiques politiques européennes et du rôle de l'Allemagne au sein de l'Europe, ainsi que de la relation entre l'Allemagne et les États-Unis.

Il faut dire que tous les aspects mentionnés jusque-là pouvaient à eux seuls conduire la Grèce à avoir une importance aussi remarquable dans le débat politique international et dans les querelles entre les impérialistes; la Grèce, en soi, n'a pas une capacité de pouvoir influencer beaucoup de choses d'un point de vue économique et financier, et représentant environ 2% du PIB de l'UEM, il est évident que l'importance de sa présence ou sa sortie de la zone euro ne tourne pas simplement autour d'un raisonnement formel.

En outre, sa dette qui avoisine les 323 milliards d'euro, et appartenant majoritairement à de grandes banques et des organismes tels que la BCE (44% par le biais du FESF) et le FMI (10%), n'a même pas la capacité absolue de faire trembler les établissements financiers créanciers qui regardent certainement du mauvais œil une éventuelle faillite de l'État grec, mais qui ne finiraient probablement pas à genoux devant un non-paiement de la dette de son gouvernement.

En fin de compte, la question de la dette grecque ne constitue même pas une nouveauté dans la scène internationale, mais la nouveauté, c'est le contexte économique et politique dans lequel elle s'est développée aujourd'hui. Dans l'éditorial de la revue *Limes* de juillet de cette année, on estime même que depuis son indépendance, la Grèce a été dans un régime de faillite pendant neuf décennies et on rappelle qu'elle s'était déclarée en faillite au cours de cette période à 5 reprises (1826, 1843, 1860, 1893, 1932). Donc, on ne peut même pas soutenir que c'était une sorte «d'effet de surprise» qui a déclenché l'intensité et la dureté de la lutte politique qui s'est produite ces derniers mois et qui n'est pas encore terminée.

Les facteurs en jeu, comme mentionné ci-dessus, sont en fait multiples et la plupart tournent autour de la gestion de la dégénérescence parasitaire de l'impérialisme. Dans ce contexte, la faiblesse endémique grecque avec sa tendance à générer la dette s'engage dans un défi important où l'Allemagne a tout intérêt à envoyer un avertissement clair à d'autres partenaires européens comme l'Italie, l'Espagne et même la France sur la manière dont elle compte réagir à la possibilité de se retrouver comme prêteur, avec de faibles niveaux de tutelle, de parasitisme des autres.

La croissance politique de la puissance teutonique dans ces 25 dernières années, après la chute du mur de Berlin, nous met objectivement face à un cadre différent. Si donc l'impérialisme allemand a dû accepter l'euro comme le prix de son unification, aujourd'hui le même impérialisme allemand peut dicter les termes de la réglementation interne pour l'ensemble des pays ayant adopté la monnaie unique, refusant de prendre à son compte des parts de parasitisme des autres États sans pouvoir en tirer un avantage financier et politique.

L'importance géostratégique que la Grèce représente historiquement, avec son emplacement de choix qui la place comme une porte non secondaire entre l'Est et l'Ouest de l'Europe et entre l'Europe et le Moyen-Orient ne disparaît pas. Ces raisons sont très probablement à la base de l'insistance avec laquelle l'impérialisme américain a agi pour avoir

ce petit, et à bien des égards, arriéré État, premièrement au sein de l'OTAN et ensuite dans l'UE et de l'UEM.

La structure socio-économique grecque présente cependant de fortes faiblesses dans sa base vu qu'il s'agit d'un pays qui a retardé de plusieurs décennies son développement industriel, mais qui s'est retrouvé en même temps géographiquement dans un contexte continental de grand développement capitaliste et financier, ainsi que dans une zone historiquement centrale d'un point de vue politique, entouré par d'importantes puissances qui l'ont rendu dans de nombreuses circonstances un pot en terre cuite parmi des pots de fer.

Cet emplacement a aussi conduit plusieurs gouvernements, dans l'histoire grecque, à tenter d'élever son statut par la dette. Déjà au cours des années 80 de 1800 ce problème avait pris une gravité majeure et comme souligne Mauro Faroldi dans son livre *Une brève histoire de la Grèce moderne* (Il Quadrifoglio, 2006):

«Quand Trikupis alla au gouvernement en 1882, le seul chemin de fer existant, long de quelques kilomètres, était celui qui reliait Athènes avec le port du Pirée. Les installations portuaires furent améliorées et, en 1893, le canal de Corinthe fut ouvert. Dans le domaine agricole, la superficie des terres cultivables fut augmentée avec l'assèchement du lac Kopaida et d'autres aménagements».

La période décrite par cet auteur représente en outre un des plus grands moments de l'évolution de l'histoire contemporaine de la Grèce, poussée par les ouvrages d'infrastructure du même gouvernement Trikupis. Cependant, ces actions forcées par l'État grec n'avaient pas de fondations socio-économiques pour être soutenues ; et l'augmentation des taxes, de plus en plus centrée sur un tissu d'entreprises composé jusque-là de 70% des agriculteurs cultivant principalement les sultanines, ne pouvait pas résister. La dette demeurait la seule solution ; le niveau des prêts étrangers ne cessait de croître et pour continuer d'en attirer, l'État grec était arrivé sur le point d'offrir des intérêts jusqu'à 30%. Mauro Faroldi dit encore:

«La situation économique au début des années 90 semblait très grave. Le déficit du budget de l'État continuait à augmenter et l'effondrement du prix des sultanines, produit principal d'exportation de la Grèce sur le marché international, ouvrit une période de grave crise économique. Les délégués des créanciers étrangers se réunirent à Athènes et réclamèrent un contrôle international qui garantirait le remboursement des crédits».

Il ne s'agissait pas du premier défaut de paiement grec et ce n'était même pas la première fois que l'État grec se faisait retirer progressivement sa souveraineté, utilisant la protection des créanciers qui ont été exposés à des prêts en terre hellénique comme moyen de pression. Il semble presque ironique de constater que même en 1893, une sorte de «troïka», une commission de contrôle des pays créanciers ayant pour but de superviser le paiement des prêts par l'État grec, avait été instituée. Avec la défaite survenue quelques années plus tard dans la guerre gréco-ottomane et la conséquente augmentation de la dette, la Grèce s'est retrouvée contrainte d'accepter, dans le cadre du Traité de paix, un article qui la contraignait à «accueillir» une commission internationale représentant les créanciers de la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Russie, l'Autriche-Hongrie et de l'Italie sur son territoire.

Il est donc facile de voir qu'Athènes entrait dans l'ère de l'impérialisme avec un certain nombre de faiblesses endémiques et dans une situation d'infériorité évidente dans un milieu de grandes puissances de l'Europe, prêtes à profiter de chaque moment de défaillance financière, politique ou militaire de l'État hellénique pour en réduire la souveraineté et se disputer l'influence dans les méandres de la gestion de l'État d'Athènes.

L'objectif de cet article ne pas de retracer l'histoire, à certains égards dramatique, vécue par ce petit État au vingtième siècle avec ses défaites militaires, la terrible guerre civile qui a éclaté après la Seconde Guerre mondiale et le harcèlement auquel le prolétariat grec, faiblement représenté, a été soumis en raison de sa petitesse et de sa diffusion en petits centres de production. Cependant, il est intéressant de noter que la faiblesse endémique de l'économie de ce pays est régulièrement résolue par une accumulation des États débiteurs, qui se transforme d'une manière cyclique en danger de défaillance financière.

L'impérialisme américain a joué un rôle clé déterminant dans la présence de la Grèce dans

le contexte européen, et en particulier dans le contexte de l'union monétaire. Les États-Unis ont développé un rapport d'une claire influence politique sur la Grèce non seulement à travers le Plan Marshall, mais aussi par le biais de l'aide militaire qui a souvent fait d'elle un pion américain dans le contexte européen. C'est pour cette raison que la Grèce est entrée dans l'OTAN en 1952; le régime des colonels a été implicitement et explicitement soutenu par le gouvernement des États-Unis ainsi que le retour à la démocratie et à la République avec le plein soutien apporté à la plus importante figure de la politique hellénique de l'époque, Konstantinos Karamanlis, créateur de la Nouvelle Démocratie, un parti qui, avec le PASOK, était destiné à marquer une époque de l'histoire politique grecque.

L'équilibre du pouvoir au sein des puissances européennes a permis peu après l'entrée de la Grèce dans la Communauté économique européenne ; une entrée qui est devenue officielle le 1er Janvier 1981. Cependant, la situation économique grecque est restée soumise à une phase continue de récession et d'inflation. Cette phase historique est résumée comme suit dans l'article d'Alessandro Albanese Ginami et Giampaolo Conte dans une publication de Limes de Juillet de cette année: *«Le Premier ministre Papandréou a été contraint d'avertir son peuple: «Nous consommons plus que ce que nous produisons», sans pourtant préciser à qui il faisait allusion en disant «nous». Le gouvernement essaya de stabiliser l'économie en octobre 1985 en obtenant un prêt de 1,75 milliards de dollars de la part de la CEE. Néanmoins, à la fin des années 80, le Fonds monétaire international, l'OCDE et la Commission européenne publièrent des rapports alarmants sur l'état des finances grecques, dans lesquels il était souligné que «l'économie était clouée à un cercle vicieux de faible investissements, développement lent, déficits, forte inflation et d'une stricte et rigide politique de crédit».*

Nous n'entrerons pas dans la fastidieuse propagande bourgeoise qui dans les moments de complaisance aime souligner les limites politiques des gouvernements grecs contemporains ou de l'utilisation qu'ils ont fait de cet instrument du clientélisme, ou encore, comme on a pu lire ces derniers mois à propos de la tendance du peuple grec à travailler peu et à se réjouir des richesses des autres. Ces idéologies font partie de la fumée jetée dans les yeux du prolétariat où on ne se focalise jamais sur les limites d'un système économique et social fondé sur le développement inégal, sans souligner les contradictions politiques typiques d'une société divisée en états, ni même souligner l'utilisation des sphères d'influence dans les querelles impérialistes. Il est beaucoup plus facile de penser qu'il ya la corruption et des parasites, mais ceux-ci, quoi qu'on en dise, ne sont pas des caractéristiques qui émergent uniquement dans la société et dans la politique grecque, par conséquent, cela ne peut pas être l'explication de la crise grecque et de la question politique continentale qui en découle.

Cependant, l'entrée dans l'euro a marqué un saut qualitatif dans l'augmentation de la dette grecque. L'ancienne monnaie nationale, la drachme, était en fait trop faible pour attirer de grandes quantités de capitaux internationaux et l'économie grecque a fait face à la monnaie unique avec le même besoin vorace pour les crédits avec lesquels elle a acquis des ressources du Plan Marshall quelques décennies avant. L'obligation de l'État grec en euro acquérait la valeur sur le marché et était achetée par les investisseurs internationaux, alimentant les dépenses publiques face à une augmentation d'impôt relativement faible. Ce nouveau cercle vicieux est alors devenu explosif quand il a croisé la crise financière à la fin l'an 2000. Cela a posé des problèmes objectifs dans l'acquisition du capital international et en même temps, la combinaison de la dette et du déficit souverain grec avait besoin d'être alimentée et donc, la Grèce était prête à payer des intérêts de plus en plus élevés. Mais à partir de 2012 la dette grecque est passée dans les mains de la soi-disant troïka qui en a délimité le taux d'intérêt; mais a objectivement rendu la question de la dette grecque un test à la fois des relations internes au sein de l'UEM et des relations entre l'Allemagne et les États-Unis.

L'Allemagne a mené la bataille politique avec un poids et une force qu'elle ne pouvait pas avoir politiquement à l'époque des autres moments politiques importants dans lesquels la Grèce est devenue premièrement membre de la CEE, et plus tard, membre de l'UEM. La crise de la dette grecque combine aujourd'hui la faiblesse endémique de l'économie grecque avec

la crise causée par le parasitisme occidental. Mais ce qui en fait une affaire politique et un terrain de conflit impérialiste est la querelle internationale sur la gestion de la dégénérescence parasitaire.

La gestion allemande de la crise grecque nous confirme comment l'impérialisme germanique a aujourd'hui la force de dire aux autres impérialistes européens, générateurs des parasitismes beaucoup plus importants que ceux de la Grèce, qu'il ne plus forcé par sa minorité politique à supporter et à payer le parasitisme des autres et comment il a la force de dire à l'impérialisme américain qu'il ne peut plus jouer sur le territoire européen pour affaiblir ou ralentir l'émergence de sa puissance impérialiste comme ce fut le cas une fois.